

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 janvier 2025
(Convocation du 22 janvier 2025)

Aujourd'hui, le 29 janvier 2025 à 15h15, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|---|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Présents | |
| • Nombre | 6 |
| • Voix | 6 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 15.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|---|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 6 |
| • Voix | 6 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Biodiversité - Poissons migrateurs - Protocole cadre entre l'Institution Adour et divers acteurs institutionnels, professionnels et associatifs de la gestion des poissons migrateurs, pour la coordination d'actions destinées à limiter l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs dans le bassin Adour-Garonne, sur la période 2025-2027

Exposé des motifs :

L'impact de la prédation par le silure sur les populations de poissons migrateurs (notamment aloses et lamproies) à certaines périodes de l'année et à certains endroits des bassins où ces espèces se concentrent (lieux de reproduction ; points de blocage par des obstacles à la migration) est un questionnement fort dans les bassins de la Garonne et, dans une moindre mesure, de l'Adour. Les plans de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) de ces deux bassins ont intégré des mesures à ce sujet. Ainsi, le Plagepomi Adour-côtiers comprend la mesure « *Suivis biologiques - 08 - Acquérir de la connaissance afin de qualifier l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs du bassin* ».

La proposition de protocole pose, dans son préambule, la nécessité d'agir pour réduire la pression exercée par les silures sur les poissons migrateurs, de mobiliser l'ensemble des acteurs pour agir en faveur des poissons migrateurs sur cette problématique de l'impact du silure, de compléter la connaissance, et de constituer un espace de travail entre acteurs (partage des connaissances, retours d'expériences, standardisations des cahiers des charges des actions). Elle capitalise les résultats des actions menées dans la mise en œuvre du protocole 2020-2023 dans les bassins de la Garonne et de la Dordogne, et vise à étendre le périmètre aux bassins de la Charente et de l'Adour. Le protocole-cadre vise à faciliter la coordination et encadrer la mise en œuvre d'actions de diverses natures (prélèvements de silures, suivis, études, communication, etc.), permettant de déboucher sur des modalités de réduction de l'impact des silures sur les poissons migrateurs concertées et pérennisées à l'issue du protocole ou de son bilan intermédiaire.

Cette version de la proposition est issue d'un travail préalable sur document élaboré par la DREAL Nouvelle-Aquitaine, dans des échanges bilatéraux avec les parties éventuellement prenantes et une réunion en visioconférence (12 novembre 2024).

Le protocole-cadre n'engage pas les cosignataires financièrement.

Le comité de pilotage, constitué de chaque signataire ou de leurs représentants, suivra l'ensemble des actions découlant du présent protocole ; il sera associé à l'examen des cahiers des charges et autres protocoles détaillés de chaque action, et veillera à leur cohérence et leur adéquation avec les objectifs.

Le protocole-cadre est établi pour une durée de six ans (2025-2027).

Les signataires pressentis, qui ont participé aux échanges préparatoires du protocole, sont les suivants : État (préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine, au titre de la présidence des Cogepomi d'Adour et de Garonne), établissements publics de l'État (AEAG, OFB), organisations de pêche professionnelle maritime (Nouvelle-Aquitaine) et d'eau douce (Adour, Garonne, Gironde), organisation des pêcheurs de loisir (Adour-Garonne), EPTB (Adour, Charente, Dordogne, Garonne), EDF, structure technique (CAPENA).

Les associations de restauration des migrateurs des bassins de l'Adour (Migradour) et de Garonne-Dordogne (Migado) ont choisi de ne pas être signataires.

Vu le contrat de partenariat pour la gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour sur la période 2020-2027, signé le 24 décembre 2020 entre l'Etat, l'agence de l'eau Adour-Garonne, l'Office français de la biodiversité, la région Nouvelle-Aquitaine, l'EPTB Adour, et l'association Migradour,

Vu le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers, et plus particulièrement sa mesure « *Suivis biologiques - 08 - Acquérir de la connaissance afin de qualifier l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs du bassin* »,

Considérant que la proposition de protocole-cadre pour la coordination d'actions destinées à limiter l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs dans le bassin Adour-Garonne, sur la période 2025-2027,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Considérant que ce protocole-cadre s'inscrit dans l'esprit du Plagepomi Adour-côtiers, et que le rôle que jouerait l'EPTB Adour dans la mise en œuvre de ce protocole-cadre s'inscrit dans sa mission d'animation du Plagepomi Adour-côtiers pour la période 2020-2027,
Considérant que le comité de pilotage de ce protocole-cadre, formé par les signataires, assure une cohérence de l'ensemble, et qu'il n'y a pas d'obligation financière de la part des signataires,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes du protocole-cadre pour la coordination d'actions destinées à limiter l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs dans le bassin Adour-Garonne, sur la période 2025-2027 - tel qu'annexé - à intervenir entre le préfet de la région Nouvelle-aquitaine (président des comités de gestion des poissons migrateurs des bassins de l'Adour et de la Garonne), l'agence de l'eau Adour-Garonne, la direction régionale Nouvelle-aquitaine de l'Office français de la biodiversité, les associations agréées des pêcheurs professionnels en eau douce de Gironde, du bassin de la Garonne et du bassin de l'Adour, le comité régional de la pêche maritime et des élevages marins de Nouvelle-Aquitaine, l'union des fédérations de pêche du bassin Adour-Garonne, le syndicat mixte d'étude et d'aménagement de la Garonne, l'EPTB Dordogne, l'EPTB Charente, l'EPTB Adour, Électricité de France et l'association CAPENA,
- d'autoriser le président à signer le protocole-cadre et à prendre toutes décisions relatives à son exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 janvier 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



Protocole-cadre 2025-2027 pour la coordination d'actions destinées à limiter l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs dans le bassin Adour-Garonne

entre

**Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,
président des Comités de Gestion des Poissons Migrateurs
Adour et Garonne ;**

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;

**La Direction Régionale Nouvelle-Aquitaine
de l'Office Français de la Biodiversité ;**

**L'Association Agréée Départementale
des Pêcheurs Professionnels en Eau Douce de Gironde ;**

**L'Association Interdépartementale Agréée
des Pêcheurs Professionnels en Eau Douce du bassin de la Garonne ;**

**L'Association Interdépartementale Agréée
des Pêcheurs Professionnels en Eau Douce du bassin de l'Adour**

Le Comité Régional de la Pêche Maritime et des Elevages Marins de Nouvelle-Aquitaine

L'Union des Fédérations de Pêche du bassin Adour-Garonne

Le Syndicat Mixte d'Étude et d'Aménagement de la Garonne ;

L'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne ;

L'Établissement Public Territorial du Bassin de la Charente ;

L'Institution Adour ;

Électricité de France ;

L'association CAPENA

Préambule :

Les signataires de ce protocole cadre s'accordent sur les constats suivants :

- les effectifs de poissons migrateurs sont globalement en fort déclin ;
- les populations de poissons migrateurs subissent des pressions multiples : obstacles à la circulation provoquant des retards migratoires, des blocages, ou des mortalités ; qualité de l'eau ou des sédiments perturbant l'intégrité physique ou les fonctions vitales (orientation, reproduction, ...) des spécimens aux différents stades de vie ; qualité des habitats dégradée réduisant les potentialités d'accueil en particulier pour la reproduction ; pressions halieutiques par les professionnels ou les amateurs nécessitant une réadaptation fréquente des règles régissant cette pression pour certaines espèces ;
- le silure interagit avec les poissons migrateurs occasionnant une pression supplémentaire. Son impact a fait l'objet d'estimations, en particulier dans le bassin Garonne-Dordogne. Il en ressort qu'il varie selon les



espèces, les périodes de l'année et les lieux. Le silure peut pour certaines espèces constituer un facteur principal de mortalité ;

- l'influence du silure sur les effectifs de certaines espèces de poissons migrateurs, déjà fragilisées par les multiples pressions qu'elles subissent, peut affecter également les usages dépendants de la bonne santé des migrateurs, notamment les activités de pêche des professionnels ou des amateurs ;
- le réchauffement climatique à l'œuvre impose une approche prospective ambitieuse et multi-acteurs.

Les signataires du protocole cadre s'accordent sur la nécessité :

- d'agir afin de réduire la pression exercée par les silures sur les poissons migrateurs ;
- de maintenir une pression (capture ou effarouchement) interannuelle sur les silures pour espérer une efficacité ;
- de mobiliser l'ensemble des acteurs et en particulier les pêcheurs de loisir et professionnels (en tant que contributeurs statutaires à la préservation des milieux aquatiques) pour agir en faveur des poissons migrateurs sur cette problématique de l'impact du silure ;
- de compléter la connaissance sur le silure et son influence comme facteur de perturbation des poissons migrateurs.
- de constituer un espace de travail pour le partage des connaissances, les retours d'expériences, les standardisations (autant que possible) des cahiers des charges, etc.

Dans ce cadre, en complément des actions de préservation et de restauration entreprises en faveur des poissons migrateurs, **il apparaît indispensable de mettre en œuvre des actions destinées à mieux appréhender ou à réduire les impacts du silure sur les poissons migrateurs en renforçant le rôle coordonné des acteurs.**

I – Connaissances apportées par le premier protocole-cadre 2020-2023

Un premier protocole cadre a été mis en œuvre entre 2020 et 2023. Il visait à limiter l'impact du silure sur les populations de poissons migrateurs dans le bassin Garonne-Dordogne et se basait sur des connaissances préexistantes de l'impact du silure et des actions engagées depuis plusieurs années.

Ce premier protocole avait notamment pour objectif de rechercher les méthodes de pêche capables de cibler les silures tout en épargnant les poissons migrateurs. Il convient de préciser que les opérations d'effarouchement menées en Garonne ou en Charente n'entraient pas dans le périmètre du protocole cadre 2020-2023.

Les opérations engagées dans différents territoires Garonne moyenne, Dordogne moyenne, Aval du bassin sous influence de la marée, ont fait l'objet d'adaptations dans la mise en œuvre et ont produit des résultats spécifiques aux territoires. Cela conforte la nécessité d'adapter les protocoles aux contextes locaux.

Les résultats généraux décrits ci-après apportent toutefois des éléments utiles pour l'orientation des prochaines opérations

Les résultats présentés en novembre 2023 au comité de pilotage montrent que les 3 techniques de pêche expérimentées : verveux ; cordeaux ; filets, se révèlent efficaces pour la capture des silures, même si des différences existent en termes de sélectivité. L'impact sur les poissons migrateurs peut être qualifié de très faible à nul, la part de poissons migrateurs par rapport au nombre total de poissons capturés étant



nulle pour les cordeaux, 0,2 % pour les verveux et 2,7 % pour les filets. Entre 2021 et 2023, au total 27 poissons migrateurs ont été capturés sur 4518 poissons, toutes espèces confondues. La mortalité des poissons par les engins de pêche est également quasi nulle, seuls les filets ont occasionné la perte de 8 poissons migrateurs en 3 ans d'expérimentation.

L'efficacité des opérations peut s'entendre du point de vue des silures : 4017 silures ont été capturés entre 2021 et 2023 mais le stock de silure n'a pas été estimé à l'échelle du territoire prospecté en Dordogne et Garonne, ce qui ne permet pas de mesurer la part prélevée à cette échelle. L'évolution des effectifs de silures, suivis durant les années du protocole, ne semble pas liée aux actions de pêche.

L'efficacité des opérations s'entend également du point de vue des poissons migrateurs : il n'a pas été possible d'établir une relation entre les effectifs de géniteurs de poissons migrateurs suivis annuellement et les actions de pêche des silures. Mais la prédation des silures capturés a pu être mesurée à partir des contenus stomacaux, il a été dénombré 563 poissons migrateurs dans les estomacs des silures pêchés entre 2021 et 2023.

Le risque d'utilisation des 3 engins de pêche pour cibler les silures a été évalué au regard de la capture et de la mortalité des poissons migrateurs. L'analyse a aussi intégré les observations de poissons migrateurs dans les estomacs des silures afin d'obtenir un bilan instantané de mortalité. Ce bilan apparaît quasi systématiquement positif, c'est-à-dire que la pêche des silures occasionne moins de mortalité de poissons migrateurs que la prédation observée dans le même temps chez les silures capturés. Seule la grande alose apparaît plus impactée par les filets, mais même pour cette espèce, le bilan instantané, dès lors qu'il serait intégré sur la durée, deviendrait positif puisque le silure capturé ne pourra plus prédater.

Outre les opérations engagées via le protocole cadre 2020-2023, d'autres actions ont pu être déployées dans le bassin Adour-Garonne. Des expérimentations d'effarouchement des silures par des pratiques de pêche à la ligne ont été menées en Charente sur les frayères d'aloses et en Garonne-Dordogne à proximité des barrages de Tuilières et de Golfech. Ces pêches se révèlent efficaces, car elles perturbent les silures durant leur réalisation, toutefois, cette efficacité ne se maintient pas dans la durée, les silures réinvestissant la zone de pêche une fois celle-ci interrompue.

Le transfert des lamproies marines depuis l'aval vers leurs sites de reproduction permet d'éviter les fortes mortalités qu'elles subissent par prédation des silures. Les transferts ont été orientés vers le Ciron et la Dronne en 2021 et 2022 à raison de 3000 lamproies par an ; puis vers le Ciron et la Dordogne en 2023 (4896 lamproies) et 2024 (3055 lamproies). Les suivis témoignent de la réussite des opérations.

II - Objet du protocole-cadre 2025-2027

Le présent protocole-cadre doit faciliter la coordination et encadrer la mise en œuvre d'actions de diverses natures (prélèvements de silures, suivis, études, communication, etc.), permettant de déboucher sur des **modalités de réduction de l'impact des silures sur les poissons migrateurs concertées et pérennisées à l'issue du protocole ou de son bilan intermédiaire**. Les signataires s'accordent pour développer ou faciliter l'ensemble des actions portant sur les objectifs suivants :

- Il s'agit en premier lieu de poursuivre l'effort de limitation de l'impact de la population de silure sur les populations de migrateurs par des mesures de gestion. Cet objectif est en continuité avec la précédente menée entre 2020 et 2023 et bénéficie de ses résultats. Ces actions ont encore un caractère expérimental car elles doivent conforter les connaissances, notamment en matière d'efficacité. Elles portent sur :

- la capture expérimentale sans remise à l'eau des silures sur des secteurs stratégiques pour les poissons migrateurs et leur frai. Ces actions sont privilégiées au regard des résultats du protocole précédent ; les différentes techniques de prélèvement, verveux, filets, cordeaux, peuvent être adaptées au contexte local à l'échelle duquel le choix des secteurs d'action sera précisé, les nouveaux résultats compléteront ceux acquis précédemment ;
 - les conditions de pêche : sites de pêche, durée...
 - l'effarouchement des silures sur des sites adaptés limitant la présence du prédateur à des moments clés de la migration ou de la reproduction des poissons migrateurs ;
 - le transfert des lamproies marines vers leurs sites de reproduction permettant de limiter l'impact du silure sur cette espèce en évitant les secteurs de prédation déjà identifiés.
- Jusqu'ici essentiellement centré dans le bassin Garonne-Dordogne le protocole a vocation à être déployé dans d'autres territoires. Il s'agit en premier lieu d'investir les bassins Charente et Adour. Si les enjeux ont déjà fait l'objet d'une analyse pour la Charente, ils restent encore peu connus pour l'Adour ce qui impose pour ce bassin de privilégier l'évaluation des enjeux dans un premier temps. Dans tous les cas, les retours d'expérience des bassins de Garonne, Dordogne peuvent bénéficier à la Charente ou à l'Adour.
- L'effort d'amélioration des connaissances doit être maintenu. Il porte préférentiellement sur :
- l'évaluation des impacts du silure afin de compléter les éléments déjà acquis sur les lamproies marines ou les aloses en explorant d'autres espèces, ou en centrant l'évaluation sur les jeunes stades des poissons migrateurs ;
 - la recherche des solutions de limitation de l'impact : Des techniques d'effarouchement halieutique ou bioacoustique méritent d'être testées en complément de celles déjà déployées précédemment ;
 - les enjeux dans les nouveaux territoires (Adour, partie salée des estuaires) doivent être mesurés, ils conditionneront les orientations à privilégier dans ces territoires.
 - Dans un champ plus fondamental, il pourrait être envisagé d'explorer plus finement la dynamique de la population de silure en relation avec les actions de régulation réalisées. Cette évaluation ne porterait pas sur l'efficacité des pêches vis-à-vis des poissons migrateurs mais sur l'effet des pêches sur l'évolution de la population de silure (régulation, dynamisation).
- renforcer le rôle des acteurs pour agir en faveur des poissons migrateurs en limitant l'impact du silure.
- Parmi les acteurs de la gestion des milieux aquatiques et du fait de leur usage ou de part les statuts de leurs associations, les pêcheurs de loisir ou professionnels, ont une position stratégique privilégiée et une responsabilité dans le domaine de la préservation espèces piscicoles en général et des poissons migrateurs en particulier.
 - La mobilisation de l'ensemble des pêcheurs dans la mise en œuvre d'actions visant à limiter

l'impact du silure est nécessaire et doit être encouragée. A ce titre, la connaissance (information sur les enjeux, les actions, et les résultats) doit être partagée avec les acteurs membres des instances de la gestion des milieux aquatiques (Comité de Bassin, CLE des SAGE, Comités de pilotage des sites Nature 2000, etc.)

III – Localisation des actions

Afin de limiter la présence de silures sur les secteurs à enjeux lors de la période de migration des poissons amphihalins :

- Globalement et en première approche, les opérations conduites entre 2020 et 2023 au niveau du canal de transfert de Golfech (Garonne) ; au niveau des ouvrages de Bergerac, Tuilières et Mauzac (Dordogne) ; à proximité des frayères de grandes aloses ou d'aloses feintes (Garonne, Dordogne) ou des secteurs de concentration des lamproies marines (Garonne, Dordogne, dès la zone d'influence de la marée dynamique) doivent être considérés ;
- de nouveaux territoires peuvent être concernés, certains affluents de Garonne ou de Dordogne (aval de l'Isle dans un premier temps) mais également les sites de reproduction des esturgeons européens sur lesquels sont lâchés les juvéniles issus des reproductions en captivité afin de favoriser leur survie. Cela concerne également des secteurs de la Charente dès lors que les enjeux sont clairement identifiés. L'Adour nécessite des investigations permettant de vérifier l'existence d'enjeu sur ce territoire.
- l'effort de limitation de l'impact du silure a vocation à être intensifié sur les sites ou l'enjeu pour les poissons migrateurs est le plus fort, cela pouvant être déterminé en fonction de la densité de présence de ces derniers dans les sites considérés ou de leur prévalence dans les contenus digestifs des silures. Ces paramètres peuvent amener à adapter le choix de la localisation des actions d'une année à l'autre.

L'acquisition de nouvelles connaissances concernera l'ensemble des territoires du bassin Adour-Garonne. Elle sera particulièrement essentielle dans le bassin de l'Adour afin d'évaluer les enjeux dans ce territoire et y conditionnera la mise en œuvre d'actions de gestion.

IV – Mise en œuvre des actions

Les signataires du présent protocole-cadre contribuent chacun dans son domaine de compétence aux différentes étapes conduisant à la mise en œuvre des actions dont notamment :

- l'élaboration de protocoles détaillés (*modus operandi* de suivi et d'efficacité) et le cas échéant de conventions opérationnelles ;
- la recherche de maîtres d'ouvrages disposant de compétences scientifiques, méthodologiques, pour accompagner les acteurs dans la mise en œuvre opérationnelle et le suivi des actions découlant du présent protocole
- le financement des actions ;
- l'instruction de toute autorisation, notamment administrative ;
- le contrôle de la mise en œuvre ;

- l'examen des résultats et l'évaluation des actions.
- la communication, la sensibilisation des acteurs et usagers, la compréhension de l'utilité des opérations et de diffuser les résultats.



Il est notamment rappelé que les expérimentations seront traitées administrativement à l'échelle départementale sur autorisation préfectorale nominative. Le cadre réglementaire adapté porte sur la notion « d'autorisation exceptionnelle » telle que prévue par l'article L. 436-9 du code de l'environnement. Toutefois, le cadre réglementaire relatif à la pêche de loisir ou professionnelle peut aussi contribuer à la mise en œuvre des actions, une réflexion doit être menée pour envisager de stabiliser ce cadre réglementaire au cours de protocole et au-delà de celui-ci.

Mise en œuvre des actions dans les sous bassins

Le présent protocole s'insère dans les actions qui déclinent les PLAGEPOMI. Au niveau de chaque bassin, la mise en œuvre et le suivi des actions relèvent des organisations en place pour assurer cette déclinaison.

Pour chaque bassin, une note d'enjeu sera établie : rappel des actions déjà menées, état des connaissances, objectifs opérationnels retenus sur la durée du protocole. Elle sera présentée au groupe migrateur du bassin au premier trimestre 2025 et transmise au secrétariat du comité de pilotage du présent protocole qui vérifiera son adéquation avec les objectifs du protocole cadre.

Un programme d'actions déclinera cette note pour la première phase du protocole 2025-2027. Les protocoles techniques détaillés et autres cahiers des charges seront établis et susceptibles de révision annuelle au vu des résultats obtenus.

Chaque année, les animateurs migrants par sous bassin, présenteront au comité de pilotage du protocole cadre, le bilan des actions conduites et les perspectives pour l'année suivante.

Le devenir des silures pêchés dans le cadre des actions expérimentales, sera clairement défini dans les cahiers de charges opérationnels et le cas échéant précisé dans les autorisations exceptionnelles de pêche.

L'étude d'une filière de valorisation sera conduite et ses résultats seront présentés lors du bilan du présent protocole.

V – Conditions financières

Le présent protocole-cadre n'engage pas les co-signataires financièrement. Toutefois, chaque co-signataire pourra, à son initiative, contribuer à la recherche de financements ou participer lui-même au financement pour la mise en œuvre des actions dans le cadre de conventions particulières à établir.

VI – Comité de pilotage

Le comité de pilotage est constitué de chaque signataire ou de leurs représentants.

Il pourra se réunir en tant que de besoin afin de suivre l'ensemble des actions découlant du présent protocole.

Il sera associé à l'examen des cahiers des charges et autres protocoles détaillés de chaque action et

veillera à leur cohérence et leur adéquation avec les objectifs fixés

particulière devra être portée aux périodes, au choix des territoires et sites

pêcheurs autorisés ainsi qu'à la sélectivité des engins retenus. Les opérations seront fortement encadrées en termes de suivi afin de disposer d'informations robustes et, le cas échéant, de les interrompre dès lors que des impacts auront été observés sur les poissons migrateurs.

Il contribuera en outre à l'évaluation des actions et à la rédaction d'un bilan intermédiaire et du bilan final de la démarche.

Il pourra proposer aux acteurs de la gestion, dont l'autorité administrative, un cadre et des modalités pour la mise en œuvre de mesures de réduction de l'impact du silure sur les migrateurs à la fin du protocole sur la base du bilan réalisé en 2027, ou à l'issue de la période renouvelée fin 2030.

Ce comité de pilotage pourra être élargi si nécessaire, après accord de tous les co-signataires, aux acteurs concernés par la gestion et la connaissance du silure et de ses interactions avec les autres poissons dont les poissons migrateurs amphihalins.

Son animation et son secrétariat sont assurés pour le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, président du COGEPOMI, par la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

VII – Durée de validité

Le présent protocole-cadre est établi pour une durée de trois ans à compter de 2025 renouvelable pour une durée de 3 ans jusqu'en 2030 après accord du comité de pilotage sur la base d'un bilan examiné en 2027.

Il demeure modifiable par avenant.

Chaque signataire peut mettre fin à son engagement par courrier en recommandé avec accusé réception au préfet de la région Nouvelle-Aquitaine président du COGEPOMI, sous réserve d'un délai de préavis d'un mois à compter de la date de réception.

Signée en 14 exemplaires le



M. Etienne GUYOT

Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

projet



Mme Elodie GALKO

Directrice générale de l'Agence de l'Eau Adour Garonne

projet



M. Emmanuel DIDON

Directeur régional Nouvelle-Aquitaine
de l'Office Français de la Biodiversité

projet



M. Anthony VIGNAC

Président de l'Association Agréée Départementale
des Pêcheurs Professionnels en Eau Douce de Gironde

projet



M. Frédéric DELMARES

Président de l'Association Interdépartementale Agréée des
Pêcheurs Professionnels en Eau Douce du bassin Garonne

projet



M. Olivier JEANNOTS

Président de l'Association Interdépartementale Agréée des
Pêcheurs Professionnels en Eau Douce du bassin Adour

projet



M. Jean-Louis MOLINIE

Président de l'Union des Fédérations de Pêche
du bassin Adour Garonne

projet



M. Serge LARZABAL

Président du Comité Régional des Pêches Maritimes et des
Elevages Marins de Nouvelle-Aquitaine

projet



M. Germinal PEIRO

Président d'EPIDOR

projet



M. Jean-Michel FABRE

Président du SMEAG

projet



M. Paul CARRERE

Président de l'Institution Adour

projet



M. Jean-Claude GODINEAU

Président de l'EPTB Charente

projet



M. Franck DARTHOU

Délégué Coordonnateur de l'Eau
Bassin Adour-Garonne - EDF

projet



M. Nicolas MUREAU
Président de l'association CAPENA

projet